

[MÀJ] BOTZARIS, TERRITOIRE ANNEXÉ PAR L'AMBASSADE DE TUNISIE

LE 17 JUIN 2011 OLIVIER TESQUET

Vendredi, l'ambassade de Tunisie a annexé l'ancien QG parisien du parti de Ben Ali, situé au 36 rue Botzaris. Une décision très contestable du point de vue juridique, et qui jette les migrants dans la rue.

Mise à jour du vendredi 17 juin, 23h55: A la suite de la plainte déposée il y a quelques semaines par les associations Sherpa et Transparence International, la justice française a **décidé d'ouvrir une information judiciaire contre X** pour "blanchiment en bande organisée", visant Zine el-Abidine Ben Ali et Hosni Moubarak. En l'espace de 72 heures, un tiers des documents ont disparu du 36 Botzaris, la police a évacué les lieux, et l'ambassade a remis la main sur le bâtiment. La plaque nouvellement posée a elle fini... dans une poubelle des Buttes-Chaumont.



Le 36 Botzaris est non seulement présenté comme un ancien local associatif du RCD, le sulfureux parti du clan de Ben Ali, mais aussi, depuis ce vendredi, comme une annexe de l'ambassade de Tunisie en France. Cette dernière lui a accordé unilatéralement ce statut dans un contexte tendu. En début d'après-midi, des ouvriers sont même venus formaliser cette nouvelle situation en posant une plaque. En lettres d'or, mais entre guillemets, elle affiche désormais un message très clair:



Ambassade de Tunisie, "Annexe"





OWNI s'est procuré un courrier adressé en avril 2010 par le banquier Mehdi Haddad, directeur de l'exploitation de l'Union Tunisienne de Banques, à Hédi Limam, président du Rassemblement des Tunisiens en France (RTF), la fameuse association installée au numéro 36 de la rue Botzaris. Dans ce mail, Haddad fournit une précision importante sur l'identité du propriétaire:



Cher Si Hédi,

Comme suite à votre demande, je vous précise que l'immeuble situé au 34 et 36 rue Botzaris, cadastré section EK n°1 pour 1 103 m2, est répertorié au cadastre comme appartenant à la SA HLM UNIVERSITAIRE FRANCO TUNISIENNE.



Hello, you have an old version of Adobe Flash Player. To use iPaper (and lots of other stuff on the web) you need to **get the latest Flash player.**

A l'Union sociale pour l'habitat, qui agrège les organismes HLM, personne ne connaît cette mystérieuse société. *“Nous n'avons pas d'accord avec la Tunisie, seulement avec le Maroc et l'Algérie”*, explique une responsable. Mais surtout, la précipitation de l'ambassade laisse augurer du pire. **Comme nous l'évoquions hier**, les ramifications hexagonales de la surveillance benaliste sont de plus en plus saillantes : financement occultes, passeports diplomatiques distribués à la volée et surtout, façades associatives pour mieux organiser l'efficacité du système sur le sol français.

Selon **Fabien Abitbol**, conseiller de quartier qui étudie le bâtiment depuis une quinzaine d'années, des modifications cadastrales ont été entérinées le 15 juin, après avoir été impulsées en décembre, en pleine révolution tunisienne. Pourquoi ? Selon le Conseil national de l'information géographique, une telle décision **peut être motivée** par *“un changement de statut juridique”*. En d'autres termes, le 36 Botzaris, QG tricolore du RCD, pourrait bien être resté entre les mains du régime déchu – par l'entremise de son ancien propriétaire – jusqu'au 15 juin, une semaine après la première expulsion, la veille de la seconde.

Lors d'une réunion qui s'est tenue vendredi matin à l'ambassade de Tunisie, rue Barbet de Jouy, dans le VII^e arrondissement de Paris, le chargé d'affaires Elyès Ghariani a reconnu que la décision d'évacuer Botzaris est venue *“des plus hautes sphères de l'Etat [tunisien]”*. Faut-il alors comprendre que la société de sécurité privée mandatée par l'ambassade pour

garder le bâtiment après la deuxième expulsion des migrants l'a également été sur ordre direct du gouvernement de transition ? A Botzaris, l'État de droit se cherche encore.

A lire également: Bataille pour les archives parisiennes de Ben Ali

Crédits photo: Flickr CC [Syromaniac](#), [TwitPic](#) @MsTeshi

PASCAL AVOT

le 17 juin 2011 - 17:48 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



J'aime beaucoup les guillemets sur la plaque. Quel lapsus.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

RASTAKOUER

le 18 juin 2011 - 0:48 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Lu sur tweeter : "Les journalistes seraient gentils de parler des migrants du #Botzaris36 plutôt que de se focaliser que sur les documents, un peu de décence !" (@mira404)

Sachant que ya des blessés suite aux interventions policières, qui passent la nuit dans le froid sans rien, sans même avoir mangé, sans soins, c'est même plus une question de décence ! C'est honteux de voir des journalistes tout faire pour obtenir pour LEUR exclusivité leurs petits papiers qu'il vont diffuser avec l'espoir du BUZZ, et tracer leur route sans même noter dans leur article la détresse des gens sur place qui se battent depuis des jours et des jours...

Au final, je me demande qui est le plus victime du système, celui qui lutte pour sa dignité, ou celui qui fait du journalisme post-révolutionnaire cherchant l'exclu pour sa petite personne...

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

OLIVIER TESQUET

le 18 juin 2011 - 0:51 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK

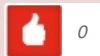


@Rastakouer: Merci de garder vos procès d'intention pour tous ceux qui délaissent le sujet. Personnellement, j'ai passé plusieurs heures à Botzaris, et notamment hier, où j'ai suivi ce qui se passait pendant trois heures.

Par ailleurs, je vous invite à relire le chapô de l'article.

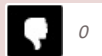
*Bien à vous,
OT*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

7 pings

Botzaris36, au coeur de Paris(sse) ... le 19 juin 2011 - 20:01

*[...] tous les cas, curieux de ne pas en entendre plus parler de ce #36Botzaris
.... personne ou quasiment personne ne semble s'en préoccuper sérieusement dans nos chers médias. Curieux aussi de [...]*

Botzaris, l'arrière-cour française des réseaux Ben Ali | News Of Tunisia le 22 juin 2011 - 15:53

[...] Selon Owni, à la suite d'une plainte déposée il y a quelques semaines par les associations Sherpa et Transparence International, un juge d'instruction ouvre une information judiciaire contre X, en visant Ben Ali, pour blanchiment d'argent en bande organisée. D'après nos informations, ce juge d'instruction avait l'intention de venir perquisitionner rue Botzaris dans le cadre de son enquête. Le 17 au soir, il ne peut plus être perquisitionné du fait du placement des lieux en extra-territorialité... Une bombe politique, économique et financière ? « Cela voudrait dire que quelqu'un dans les milieux

judiciaires a fait fuiter l'info au niveau politique, à l'Etat français ou directement à l'Etat tunisien en disant : dépêchez-vous de me placer ça en extra-territorialité. D'habitude c'est une procédure qui prend un certain temps. Il y a là une aberration judiciaire : les plus hautes autorités de l'Etat tunisien demandent à la préfecture de faire évacuer le lieu, ce qui nous est confirmé par l'Ambassade mais on ne sait pas à quel titre le gouvernement tunisien demande à la France de faire évacuer les locaux puisque le 16 ce n'est pas une annexe de l'ambassade de Tunisie ? » s'interroge Karim Guellaty qui estime l'affaire sérieuse : « Personnellement, je pense que cette histoire d'archives, c'est une bombe politique, économique et financière et qu'aujourd'hui il n'est dans l'intérêt de personne que ces archives sortent et soient exploitées. Je pense notamment aux réseaux Ben Ali qui démontrent à quels points ils sont encore puissants puisqu'en 24 heures, ils arrivent à faire expulser des réfugiés par une intervention des forces de l'ordre, savoir qu'un juge d'instruction s'apprête à perquisitionner et que les locaux deviennent annexe de l'ambassade ». [...]

Hayat.ca | votre source infinie de d'informations | Hayat.ca le 26 juin 2011 - 14:46

[...] juge est alors saisi du dossier, comme le rapporte des informations d'Owni et projette une perquisition au 36 rue Botzaris. Elle ne pourra avoir lieu. En effet, le 17 juin [...]

Γαλλία: Οι ξεχασμένοι πρόσφυγες της Τυνησίας · Global Voices στα Ελληνικά le 14 août 2011 - 10:04

[...] Ο αριθμός 36 της οδού Botzaris εκκενώθηκε στις 16 Ιουνίου από τις γαλλικές αρχές κατόπιν αιτήματος των Τυνησιακών αρχών. Ο Olivier Tesquest, μέσω του ιστότοπου Owni, παρακολούθησε τον νομικό-πολιτικό "λαβύρινθο" ενός ογκώδους φακέλου για την Τυνησία και την Γαλλία. Στις 17 Ιουνίου, ανακοίνωσε: [...]

Francia: l'odissea dei "tunisini di Lampedusa" a Parigi · Global Voices in Italiano le 22 août 2011 - 17:13

[...] giuridici e politici di un dossier ingombrante per i governi tunisino e francese. Il 17 giugno, annunciava : En l'espace de 72 heures, un tiers des documents ont disparu du 36 Botzaris, la police a [...]

Communiqué de presse collectif #BOTZARIS36 » Mugendai-FX le 19 novembre 2011 - 6:12

[...] [8] <http://owni.fr/2011/06/17/botzaris-territoire-annexe-par-lambassade-de-tunisie/> [...]

Γαλλία: Οι ξεχασμένοι πρόσφυγες της Τυνησίας « WebVoice.eu le 25 avril 2012 - 10:30

[...] Ο αριθμός 36 της οδού Botzaris εκκενώθηκε στις 16 Ιουνίου από τις γαλλικές αρχές κατόπιν αιτήματος των Τυνησιακών αρχών. Ο Olivier Tesquest, μέσω του ιστότοπου Owni, παρακολούθησε τον νομικό-πολιτικό "λαβύρινθο" ενός ογκώδους φακέλου για την Τυνησία και την Γαλλία. Στις 17 Ιουνίου, ανακοίνωσε: [...]